



King Willem-Alexander and PA governor Josh Shapiro make statements (April 13, 2026) usnl

Des citations du discours de William Alexander du 13 avril 2026 aux États-Unis constituent la base de l'Acte d'Abjuration 2

L'Acte d'Abjuration de 1581 fut instauré pour mettre fin à la tyrannie et à l'oppression et à établir les Pays-Bas comme une république souveraine indépendante.

Cette loi marque la naissance de la République des Pays-Bas unis en rejetant un règne totalitaire de terreur mené par l'occupant espagnol sous Philippe II, en tant que puissance étrangère.

Cette déclaration a été largement rapportée en Pennsylvanie et expliquée par le roi Willem Alexander, où, en tant que population, nous avons été informés que nous, la population, sommes supérieurs au gouvernement selon Willem Alexander, son propre communiqué.

Le roi Guillaume Alexandre, qui n'est pas reconnu par tous comme un roi légitime parmi la population souffrante.

Puisque le FEM a infiltré le mal dans la famille royale et la politique, selon la déclaration de Klaus Swab et la promoteur de la CBDC Queen Maxima, et le soutien de Willem Alexander qui prétend être roi, qui agit contre les intérêts de la population, et qu'à travers sa carte ONG Crime de la politique, trahit continuellement la population, un Acte d'Abjuration 2 est désormais en place.

C'est la grande tromperie de monnaie fiduciaire des banques, de la FED, de la BCE, des banques centrales, des multinationales et des entreprises qui gouverne, ils font passer la politique par la justice, car le droit commercial a trahi la population de la société privée néerlandaise gouvernée par une ONG a trahi sa propre population, un génocide a été perpétré en déchaînant les armes biologiques liées au Covid-19 sur la population.

Cela a été rendu possible en déclarant les personnes mortes et en créant une entité juridique fictive pour qu'elles se conforment à la loi commerciale, afin que les lois soient appropriées pour pouvoir dominer et opprimer à travers la PERSONA en tant que persona légale, afin que les gens ne veuillent pas et ne puissent pas reconnaître l'Homme dans le système juridique actuel.

Les juges agissent en tant que fiduciaires de la fiducie de naissance de la personne morale parce que l'homme n'a pas de voix dans la magistrature.

Cela devra être corrigé sur la base du droit de naissance ou du droit coutumier.

Passons maintenant au crime de GÉNOCIDE par les vaccinations aux armes biologiques que le gouvernement a commis contre la population.

Éliminer la mortalité excessive dans les chiffres et remplacer leur propre population par celle du tiers-monde, c'est de la trahison au plus haut niveau.

Alors la question se pose : qui a bénéficié de la collecte de la fiducie de naissance auprès de la population assassinée ?

Le roi Willem Alexander, avec son épouse Maxima, n'est pas mieux que feu **Nicolae Ceaușescu**, de Roumanie, co-responsable et active de la traite des êtres humains, génocide de sa propre population, avec comme preuve sa propre contribution lors d'une réunion du FEM avec Klaus Swab, pour utiliser la CBDC sous la contrainte d'une pièce d'identité numérique, afin de pouvoir vérifier si les gens ont reçu l'injection létale.

L'un des co-exécuteurs, en plus de Mark Rutte et Hugo de Jonge, était Ernst Kuipers qui a déclaré à l'écran que les données de la vaccination n'étaient pas encore connues car il s'agissait d'une expérience médicale, ce qui est interdit par la Convention de Genève et les tribunaux du Code de Nuremberg s'appliquent.

- La [Quatrième Convention de Genève](#) (1949) relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre.
 - Chacune des Conventions de 1949 a été ajoutée à l'article 3, qui prescrit les principes nécessaires auxquels les parties doivent se conformer dans un conflit armé non international. L'article 3 est le même dans tous les traités.

Nous, en tant que population, ne reconnaissons pas que nous vivons en paix, en liberté et prospérité, en partie causés par tout le système mondialiste du FEM et des banques, avec leur tromperie de monnaie fiduciaire.

La trahison de la famille royale pendant la Seconde Guerre mondiale, en fuyant le pays avec le gouvernement le 13 mai 1940, signifia que le Royaume tomba à partir de ce moment, avec la constitution, cette Constitution qui était un contrat, avec la monarchie et la promesse de garantir à la population un cadre équitable et juridique pour la justice.

Willem Alexander a reconnu cette trahison lors de la commémoration des morts en 2020 à La Haye, s'excusant d'avoir fui son arrière-grand-mère, la reine Wilhelmine, mais il n'avait pas mentionné que l'article 21 de la Constitution en vigueur à l'époque avait été violé, tenant compte de l'expiration de cette constitution et de la royauté.

Après tout, la Constitution était un contrat de la monarchie avec la population de la famille royale, et elle a donc expiré et n'est donc plus valable à compter du 13 mai 1940.

Le 18 mai 1940, sur ordre d'Adolf Hitler, un nouveau gouvernement installé par les nazis, non élu, n'a attribué des postes de traître au NSB que pour soumettre le pays à son contrôle et le gouverner en faveur de l'occupant, les nazis.

C'est pourquoi les maires ne sont pas élus par le peuple, mais nommés par les ONG nazies en fonction de leur loyauté au détriment de la population.

En conséquence, il a été possible pour les maires d'établir des centres de dépistage et de vaccination pour faciliter le GÉNOCIDE dans leur propre municipalité à travers le pays, au nom de l'ONG WEF Crime cartel de la politique et du gouvernement.

Lorsque l'occupant allemand a pris fin et capitulé face aux nazis, aucun traité de paix n'a jamais été conclu avec l'occupant, le gouvernement du pays n'a jamais été rendu à la population, d'où l'affirmation selon laquelle nous sommes toujours gouvernés par les nazis.

Cela n'était pas possible non plus, car l'Occupant avait été remplacé par les forces alliées, en tant que vainqueur de la Seconde Guerre mondiale, ce qui explique pourquoi les États-Unis en sont désormais responsables, et doivent aider la population à retrouver notre liberté en tant que résidents souverains de la République des Pays-Bas.

Le roi est coupable de traite des êtres humains, et fait appliquer cela à la population à cause du système judiciaire corrompu et invalide, qui n'est pas différent de l'oppression des Espagnols avant 1581.

La population sans méfiance a été maintenue dans l'ignorance afin de maintenir le pouvoir des dirigeants des ONG, alors que Willem Alexander savait en Pennsylvanie qu'ils devaient servir les dirigeants, le peuple, ce qui n'était pas arrivé depuis le 13 mai 1940.

Nous avons connu la servitude comme oppression et coercition, pour maintenir la structure corporative corrompue imposée, envoyer la police à la population et la faire abuser par la violence policière au nom du Roi.

Les gens sont expropriés chaque jour avec un ordre d'exécution par l'intermédiaire du bailli et de la justice au nom du roi.

Cela signifie que la confiance dans la monarchie est tombée bien en dessous de zéro.

Les actions absurdes du roi Guillaume Alexandre signifient que nous, le peuple, sommes désormais obligés de rédiger un nouvel acte d'abandon afin d'abolir la monarchie corrompue et de rétablir l'ordre de la république.

Comme l'a mentionné Willem Alexander en Pennsylvanie, et la restauration de la Constitution de 1776, c'est la raison pour laquelle nous avons adopté la Constitution restaurée des États-Unis de 1776 en l'absence de notre propre constitution, loi et règlements valides, auxquels Willem Alexander a consenti, ce qui lui permet en fait de démissionner et d'annoncer sa propre démission, et cela doit être ratifié par un nouvel acte d'abolition.

Nous exigeons également une cour constitutionnelle pour prévenir les abus à l'avenir.

Nous, le peuple des Pays-Bas occupés et opprimés, demandons aux Postmasters, en coopération avec l'administration de Donald J Trump, de rédiger une nouvelle loi d'abjuration dans le cadre de la mise en œuvre de EO13818 et de la loi RICO et de juger les oppresseurs responsables par le biais de tribunaux militaires.

Nous, le peuple et héritier du territoire de la République des Pays-Bas, déclarons que tous les contrats et traités conclus par le gouvernement des ONG à partir du 13 mai 1940 sont nuls et non avenus au niveau national et international, car les rédacteurs de ces traités n'étaient pas autorisés à le faire au nom des Pays-Bas dissous et du Royaume en tant que société.

Nous, la population souveraine, ne sommes pas liés par les traités du Royaume des Pays-Bas BV, par lesquels les pactes migratoires de l'UE, de l'ONU, de l'OTAN, de l'OMS sous quelque forme que ce soit, sont invalides.

Tous les traités antérieurs au 13 mai 1940 doivent être révisés, tels que le traité de Rome et celui de Vienne.

Nous exigeons l'abolition de l'ensemble de l'appareil de contrôle et de coercition établi par le gouvernement des ONG depuis le 13 mai 1940.

Le Sénat et la Chambre des représentants devraient être dissous, y compris la justice corrompue qui était devenue détentrice de connaissances et aurait dû charger le ministère public de l'enquête sur le génocide à partir du 10 février 2022, et ne pas appliquer l'article 162 de la procédure pénale, ce qu'ils étaient tenus de faire en tant que porteurs de connaissances du crime et auraient pu arrêter immédiatement le génocide, C'est plutôt de la négligence, mais un acte de complicité active.

Les 40 personnes qui forment un gouvernement fantôme du FEM de l'ONG Néerlandaise et apparaissent dans les dossiers Jeffrey Epstein doivent être arrêtées et jugées.

Tous les employés de la fonction publique, y compris la police, les autorités fiscales, la municipalité et la province, sont licenciés, avec la possibilité de refaire une demande s'ils se montrent aptes et loyaux envers la population sous serment et après un contrôle de leurs actions et de leurs travaux passés.

La police, qui se fait l'illusion de représenter le bras fort de la loi et a appliqué la violence à la population, ne pourra plus jamais obtenir un emploi dans l'intérêt public de la République des Pays-Bas.

Tous les résidents de la République des Pays-Bas devraient être indemnisés par le versement de leur fiducie de naissance, ainsi qu'un revenu de base inconditionnel avec une **restriction** des individus ayant commis des crimes contre la population au nom du gouvernement des ONG, de la famille royale et des multinationales.

Tous les résidents ayant un passé migratoire, y compris leurs descendants de migrants, dans un délai de 45 ans, doivent voir leur fiducie de naissance payée dans leur pays d'origine, le voyage de retour vers leur pays d'origine et leur culture étant payé pour eux par le nouveau gouvernement ou le gouvernement du pays.

Un nouveau gouvernement national devra être élu dans un délai de 120 jours suivant l'introduction de GESARA, parmi un groupe restreint de personnes ayant les qualités et l'intégrité, et qui se sont rendus disponibles pour un poste vacant.

Pendant la période de transition, l'armée devra maintenir l'ordre et assurer une transition en toute sécurité.

Ces nouveaux administrateurs d'État et les nouveaux juges nommés, par le droit commun, recevront un revenu sur la base d'un contrat de travail, par lequel ils devront être immédiatement remplacés contre les abus, de leur fonction, afin de prévenir la corruption à l'avenir.

Puisque le droit international est supérieur au droit national, cette déclaration devra être présentée et ratifiée à la CPI à La Haye.
